

«La communication est primordiale»

CONSEIL EXÉCUTIF Directrice de l'Instruction publique et de la culture, la Verte Christine Häslér souligne l'excellent travail des enseignants durant la pandémie. Notamment pour soutenir les élèves qui avaient décroché. Elle veut renforcer les efforts pour soutenir la minorité francophone.

PAR PHILIPPE OUDOT

ELECTIONS CANTONALES

A l'instar de ses collègues au gouvernement, Christine Häslér a vécu deux années difficiles au sein de sa Direction en raison de la pandémie. «J'ai surtout été impressionnée par l'engagement de tous les enseignants et par leur immense travail pour soutenir les élèves au quotidien.» Une tâche d'autant plus délicate qu'il a fallu agir dans l'urgence en introduisant l'enseignement à distance en quelques jours. Malgré les difficultés inhérentes à ce bouleversement, elle considère que, dans l'ensemble, «ce mode d'enseignement s'est bien déroulé, même si un certain nombre d'élèves n'ont pas bénéficié d'un encadrement idéal». Et si la digitalisation a permis d'assurer l'essentiel durant le lock-down, «nous avons aussi vu que rien ne remplaçait l'enseignement en présentiel». La directrice des écoles admet que l'enseignement à distance a creusé les inégalités et que certains élèves ont décroché. Mais depuis, les enseignants ont fait de gros efforts pour les soutenir et leur permettre de rattraper leur retard, au moins en partie. Une tâche supplémentaire qu'ils et elles ont assumée avec conviction, souligne-t-elle. Il faudra toutefois encore du temps pour que tous les élèves soient à nouveau à niveau.

Egalité des chances

Et quand on lui demande si la situation a été différente entre les écoles des villes ou des cam-

pagnes, Christine Häslér assure que tel n'a pas été le cas. Globalement, les choses ont en effet bien fonctionné, même si, surtout au début, toutes les communes ne disposaient pas de l'infrastructure nécessaire. «Ma Direction les a soutenues pour les aider dans le processus de la numérisation afin de renforcer l'égalité des chances.»

Et s'il y a une leçon à tirer de cette crise, c'est la nécessité d'échanger et de travailler en contact étroit avec tous les partenaires – enseignants, directions d'écoles, syndicats, ainsi qu'avec l'Association des communes bernoises. Un partenariat qu'elle juge essentiel, également dans le secteur de la culture, domaine qui relève également de sa Direction. Quant à savoir ce qu'elle ferait autrement en cas de nouvelle crise, Christine Häslér relève qu'il a fallu s'adapter en permanence, les décisions prises un jour n'étant plus forcément adaptées la semaine suivante. «On peut bien sûr toujours faire mieux, mais dans une période aussi bouleversée, la communication est primordiale. C'est sans doute à ce niveau que des améliorations sont possibles.»

C'est peut-être aussi ce qui explique, il y a quelques semaines, la levée de boucliers de nombreux parents du Jura bernois à propos de l'obligation pour les élèves de porter le masque à partir de la 3H. «J'ai bien sûr compris leurs inquiétudes, mais ma Direction a la responsabilité de protéger les enfants et les enseignants. Nous avons considéré qu'au vu de la virulence du virus Omicron, le port du masque était nécessaire,



Pour renforcer le bilinguisme, Christine Häslér veut relancer les échanges scolaires au sein du canton. KEY

également dans les petites classes. D'autres parents l'ont d'ailleurs bien compris et ont soutenu cette mesure temporaire.» Et d'ajouter que, d'entente avec les inspecteurs scolaires, la Direction des écoles a autorisé les parents qui le souhaitent à assurer eux-mêmes l'enseignement à la maison durant ces trois semaines.

Un bon équilibre

En vue des élections, l'alliance de gauche, qui ambitionne de reprendre la majorité au gouvernement, ne fait-elle pas preuve d'arrogance, elle qui est largement minoritaire dans le canton? «Absolument pas! Notre intention est de défendre les valeurs qui nous sont chères, en investissant notam-

«L'apprentissage sert aussi de tremplin pour de belles carrières professionnelles!»

CHRISTINE HÄSLÉR
DIRECTRICE DES ÉCOLES ET DE LA CULTURE

ment dans les écoles, la formation, la culture et la santé.» D'ailleurs, rappelle-t-elle, le canton de Berne a déjà eu un gouvernement de gauche pendant dix ans «et cela a très bien fonctionné». Et d'ajouter que ce serait un bon équilibre, le gouvernement de gauche définissant les grandes lignes et le Grand Conseil, à droite, pouvant toujours les modifier.

aussi que la collaboration entre la Haute Ecole pédagogique BE-JUNE et la Pädagogische Hochschule PHBern a permis la mise en place d'une formation d'enseignants bilingues, «ce qui me tient particulièrement à cœur».

Un vrai tremplin

En matière de formation professionnelle, Christine Häslér veut aussi renforcer la collaboration avec les chambres d'économie et les associations professionnelles, afin de revaloriser l'image de l'apprentissage. «Il n'y a pas que le gymnase et les études académiques qui offrent d'intéressantes perspectives. L'apprentissage peut lui aussi servir de vrai tremplin pour de belles carrières professionnelles!» Cela dit, elle admet que la situation n'est pas idéale pour les jeunes francophones qui cherchent une place d'apprentissage dans la région de Bienne. S'il n'est pas possible de contraindre les entreprises à embaucher des apprentis romands, elle évoque divers projets visant à les encourager dans cette voie.

Quant à l'avenir du ceff Artisanat, aujourd'hui établi à Moutier, elle estime que l'objectif principal doit être d'assurer la qualité de la formation professionnelle. Dans ce contexte, elle considère que le maintien du ceff à Moutier n'était politiquement pas possible, et que son implantation à Bienne, à proximité de la gare, et de loin la meilleure solution. Mais au vu des difficultés à réaliser le Campus de la Haute Ecole bernoise, est-ce réaliste? «Absolument. Nous avons pu le faire pour l'Ecole de maturité spécialisée. Pourquoi pas pour le ceff?»

Bien loin de la politique spectacle

EVI ALLEMANN En charge, notamment, de l'aménagement du territoire, la conseillère d'Etat PS passe mal dans les zones rurales, où on lui reproche ses positions trop rigides.

Même si Evi Allemann est plutôt du genre discret, qui préfère travailler les coulisses au-devant de la scène, la directrice de l'Intérieur et de la justice ne s'est pas fait de des amis à la tête de sa Direction. En tant que responsable politique de l'aménagement du territoire, c'est elle qui est chargée de freiner le grignotage du territoire. Elle se montre ainsi très stricte en matière de constructions hors des zones à bâtir. Elle souligne qu'en réalité, «nous n'avons guère de marge de manœuvre», car le canton doit appliquer le droit fédéral et ne peut s'en écarter. Une interprétation du droit que ne partagent pas de nombreuses communes, notamment à la campagne. C'est no-

tamment le cas du député UDC oberlandais Thomas Knutti, observe la Berner Zeitung dans le portrait qu'elle dresse de l'élue socialiste. Avec d'autres collègues, principalement issus des régions de montagne, le bouillant UDC, qui siège au Conseil municipal de Dättwil, accuse Evi Allemann d'imposer sa vision de l'aménagement du territoire de manière dictatoriale.

Des griefs que réfute la magistrate, qui rappelle qu'elle invite ses opposants à venir dialoguer en participant aux groupes de travail. Pas sûr, toutefois, que cela permette de calmer les esprits, «car l'aménagement du territoire s'est complexifié ces dernières années, conduisant à des situations toujours plus

conflictuelles», relève-t-elle. Dans la présente campagne électorale, l'UDC tire à boulets rouges sur la magistrate, l'accusant de manquer de respect à l'égard de la population rurale. Au lieu de se demander ce qu'il est possible de faire, les responsables de l'aménagement du territoire chercheraient au contraire à mettre les bâtons dans les roues pour empêcher la réalisation de projets.

Une bobo urbaine

Même si l'élue socialiste se montre ouverte au dialogue, elle passe mal auprès de ses adversaires politiques, qui la considèrent comme une bobo urbaine qui n'a même pas le permis de conduire, qui ne prend que le train ou le bus

quand elle va en vacances avec ses deux enfants et son compagnon Stefan Berger, maire de Berthoud. Ils rappellent aussi qu'avant d'accéder au Conseil exécutif, Evi Allemann a été présidente de la très écolo Association transports et environnement. Et si elle n'a jamais fait partie de l'aile gauche du PS, celle qui siègeait au Conseil national s'y est opposée à l'acquisition d'avions de combat et à la politique des transports.

La magistrate, qui brigue un nouveau mandat, se considère au contraire comme une femme ouverte, qui cherche des compromis pour avancer. Et pour y parvenir, elle préfère travailler dans l'ombre, loin de la politique spectacle. Le fait d'être la moins médiatisée des



Evi Allemann rejette les griefs de ses adversaires qui qualifient sa vision de l'aménagement du territoire de «dictatoriale». KEYSTONE

membres du gouvernement ne la dérange pas, bien au contraire.

Certains, à gauche, lui reprochent ce côté réservé. Le député des Verts Daniel Klausner, qui préside la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire au Grand Conseil, estime qu'elle est

«trop juriste, et pas assez politicienne». Un grief qu'elle réfute, rappelant avoir notamment réussi à faire passer auprès de ses collègues du gouvernement une augmentation de 30 millions de francs du montant affecté pour la réduction des primes de l'assurance maladie. PHO